

## Mercredi 24 Février

A l'attention de (*lettre envoyée aux têtes de liste du Département de l'Essonne*)

Madame / Monsieur,

Nous reprenons, par cette lettre, au niveau du département de l'Essonne, l'appel national de la plateforme des ONG pour la Palestine, qui interpelle l'ensemble des candidats aux élections régionales sur le thème « Palestine, les Régions s'engagent pour le droit ». Au nom de l'ensemble des associations essonniennes signataires de cette lettre, nous nous adressons à vous, tête de liste pour l'Essonne, comme aux autres têtes de liste, auxquelles nous posons les mêmes questions ; L'ensemble des réponses reçues sera publié sur notre site internet. »

Cela fait un an que l'armée israélienne a déclenché son opération militaire dans la Bande de Gaza. Un an après, aucune reconstruction n'est possible alors que sur 4 000 produits autorisés par Israël avant juin 2007, seuls 30 à 40 sont tolérés, et ne concernent que la nourriture, les médicaments et les produits nettoyants. Le blocus de la bande de Gaza constitue une punition collective proscrite par le droit international. C'est le constat qu'a fait la délégation des élus représentant les différents partis politiques du Conseil Général de l'Essonne lors de sa mission de Novembre dernier.

Si la bande de Gaza est le symbole de l'enfermement des Territoires palestiniens, la Cisjordanie est maintenant fragmentée en 6 zones, séparées les unes des autres. Pour les Palestiniens, 38% de leur territoire, notamment Jérusalem-Est, est inaccessible, au bénéfice principalement des colonies israéliennes.

La présence régionale française au Proche-Orient implique que les élus régionaux prennent position sur la situation sur le terrain et les conséquences de cette occupation.

Depuis plusieurs années la solidarité avec les Territoires palestiniens s'exprime en effet au niveau régional . Egalement au niveau départemental dans l'Essonne, en soutien à des projets menés dans le camp de réfugiés de Khan Yunis dans la bande de Gaza avec lequel la ville d'Evry a signé un accord de jumelage-coopération. Le rôle de la coopération décentralisée est maintenant majeur dans le développement des territoires occupés. Cette coopération signifie aussi que les régions françaises peuvent jouer un rôle diplomatique important, en complémentarité avec le niveau national.

Cet engagement des régions signifie aussi l'arrêt de la coopération directe ou indirecte, avec l'occupation israélienne. La coopération décentralisée ne doit pas profiter à des entreprises israéliennes impliquées dans la colonisation, au détriment du droit international et de la population palestinienne. Le soutien financier des régions françaises ne doit pas non plus profiter à des entreprises françaises ou étrangères impliquées dans l'occupation israélienne, notamment dans le domaine de l'agriculture.

La coopération décentralisée des régions avec les Territoires palestiniens peut être un levier pour faire respecter le droit et amener un changement durable sur le terrain. C'est pourquoi la Plateforme des ONG françaises, forte de sa diversité, interpelle directement les candidats aux élections régionales afin que ceux-ci s'engagent pour le droit. Nous vous adressons le questionnaire joint, qui permettra aux futurs électeurs de mieux connaître votre position sur cet enjeu majeur de politique internationale.

Dans l'attente d'une réponse et souhaitant également vous rencontrer afin de vous faire part plus en détail de la position de nos associations sur ce sujet, nous vous remercions de l'attention que vous prêterez à notre courrier et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

Evry Palestine, comité local de l'AFPS

**Contact :** [contact@evrypalestine.org](mailto:contact@evrypalestine.org) - [www.evrypalestine.org](http://www.evrypalestine.org)

Maison du Monde 509 Patio des Terrasses Evry 91000

Associations de l'Essonne signataires de la lettre :

AJPF (Association de jumelage entre les camps palestiniens et les villes françaises), Artisans du Monde Evry, CCFD Terre Solidaire 91 (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CICUP (Comité Universitaire de coopération avec les universités palestiniennes), Ligue des Droits de l'Homme Evry, Maison du Monde.